



Découverte de six corps à Forécariah : 20 organisations de la Société Civile Africaine exigent justice et la fin de l'impunité

Brazzaville, le 30 août 2026 : Nous organisations de la société civile africains, réunis à l'occasion de la Journée Internationale des Victimes de Disparitions Forcées, dénonçons avec la plus grande indignation la découverte macabre de six corps dans une fosse commune dans le district de Sabakhouré, sous-préfecture d'Allassoyah, préfecture de Forécariah, région administrative de Kindia en République de Guinée, le 24 août 2026.

Rappelons que la Guinée est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, et à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle a l'obligation impérieuse de protéger le droit à la vie, à la vérité et à la justice.

Soulignons que cette découverte tragique s'ajoute aux au moins 35 cas de disparitions forcées documentés par TLP-Guinée depuis le 5 septembre 2021. Elle intervient moins d'un an après la découverte de quatre autres corps dans la même préfecture en octobre 2025, sans qu'aucune conclusion d'enquête n'ait été rendue publique. Ce silence institutionnel entretient l'impunité et nie aux familles leur droit à la vérité.

Condamnons les conditions dans lesquelles les corps ont été retrouvés, notamment les yeux, les bouches bandées et les mains ligotées. Ces éléments particulièrement préoccupants font craindre que les victimes aient pu faire l'objet d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et exigent que toutes les hypothèses soient examinées dans le cadre d'une enquête indépendante, impartiale et transparente.

Prenons acte des saisines effectuées le 27 août 2026 par la Coalition Tournons La Page Guinée auprès du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, des ambassades de France, des États-Unis, de la Délégation de l'Union européenne et d'ONG internationales comme Amnesty international, HRW et la FIDH pour veiller au bon déroulement de l'enquête ouverte par le parquet de Forécariah.

En cette journée du 30 août, dédiée à la mémoire de toutes les victimes de disparitions forcées, nous exigeons du Gouvernement guinéen :

1. La reddition de compte immédiate de l'enquête indépendante, impartiale et transparente, avec l'appui d'experts médico-légaux nationaux et internationaux, afin d'identifier formellement les victimes ;
2. La réalisation d'autopsies et de tests ADN et la restitution des résultats aux familles dans les plus brefs délais ;
3. La protection effective des témoins, des familles des victimes et des défenseurs des droits humains qui documentent ces crimes.

En solidarité avec le peuple guinéen et avec toutes les familles des victimes de disparitions forcées sur le continent, nous annonçons la saisine conjointe du Président en exercice de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO, en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, afin de solliciter une mission urgente d'établissement des faits par la CEDEAO et la CADHP en appui aux autorités judiciaires guinéennes.

Nous appelons la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine, ainsi que tous les partenaires de la Guinée à joindre leur voix à la nôtre pour que ce crime ne reste pas impuni.

En ce 30 août 2026, nous le disons haut et fort : plus de fosses communes, plus de disparus sans nom, plus d'impunité. La démocratie, l'État de droit et le respect de la dignité humaine ne sont pas négociables. Le silence serait une deuxième mort pour ces six victimes de Forécariah.

Fait à Brazzaville, le 30 août 2026

Contacts de presse :

1. Doyen Alioune **TINE**, fondateur d'AfrikaJom Center, tel **+221 783 04 63 63**
2. Doyen Christian **MOUNTOUMOUZ**, Coordonnateur National de de Tournons La Page Congo, tel : **+242 05 019 8501**